

N° 4334²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 1997-1998

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL****concernant l'indication de la consommation d'énergie
des lave-vaisselle domestiques**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(4.11.1997)

Par sa lettre du 4 juillet 1997, Monsieur le Ministre de l'Energie a bien voulu saisir la Chambre de Commerce pour avis du projet de règlement grand-ducal sous rubrique.

Le présent projet de règlement grand-ducal a pour objet la transposition en droit national de la directive 97/17/CE de la Commission du 16 avril 1997 portant modalités d'application de la directive 92/75/CEE du Conseil en ce qui concerne l'indication de la consommation d'énergie des lave-vaisselle domestiques. A rappeler que la directive 92/75/CE vise l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits.

La directive 97/17/CE prévoit l'apposition, sur tous les lave-vaisselle domestiques alimentés sur secteur électrique, d'une étiquette uniforme indiquant la consommation d'énergie de ces appareils selon des normes et des méthodes harmonisées au niveau européen.

Il énumère ensuite l'ensemble des éléments devant figurer sur l'étiquette, la fiche d'information ainsi que dans la documentation technique que doit joindre le fournisseur et comprenant notamment une „classe d'efficacité énergétique“ de l'appareil.

Finalement, le projet de règlement grand-ducal sous rubrique permet, transitoirement et jusqu'au 31 décembre 1998, la mise sur le marché et la commercialisation d'appareils ainsi que la distribution de communications sous forme imprimée qui ne sont plus conformes aux présentes spécifications. Il attribue au Service de l'Energie de l'Etat le rôle d'autorité compétente. La Chambre de Commerce estime que, compte tenu de la durée réduite de la période de transition, les autorités compétentes devraient prendre toutes les mesures utiles pour informer les commerçants concernés du changement légal et permettre ainsi un écoulement des équipements en stock dans les meilleures conditions.

*

La Chambre de Commerce, après consultation de ses ressortissants, peut marquer son accord aux aspects techniques du projet de règlement grand-ducal sous avis.